

La Chine au sein du groupe des « BRIC » : entre union et singularité

La Chine est, avec le Brésil, la Russie et l'Inde, l'un des quatre « BRIC » (*jinzhuān siguo* en chinois, « quatre nations briques d'or »), ces pays émergents dont les chefs d'État se sont réunis pour la première fois en Russie en juin 2009 et se retrouvent depuis à un rythme annuel. Elle contribue au même titre que les autres pays membres à l'institutionnalisation de ce club encore jeune. Non seulement les chefs d'État, mais aussi les ministres des Affaires étrangères, les ministres des Finances ainsi que les gouverneurs des banques centrales se rencontrent régulièrement pour préparer en particulier les réunions du G20. Le dernier sommet, qui a eu lieu en avril 2010 au Brésil, a permis l'élargissement du périmètre des rencontres : il s'y est tenu notamment une conférence de *think tanks*, une réunion entre ministres de l'Agriculture ou encore un *Business Forum* incluant chacun la participation d'acteurs chinois. Le prochain sommet des BRIC auquel devrait participer l'Afrique du Sud est prévu en avril 2011 à Pékin.

Outre un taux de croissance élevé, la Chine partage avec le reste des BRIC plusieurs points communs : chacun dispose de très importantes réserves de change – qui les placent parmi les dix plus grands détenteurs de réserves au monde. Ces États figurent également dans la liste des 17 pays les plus pollués de la planète. Toutefois, sur ces deux points, la Chine se distingue en termes quantitatifs. Avec des réserves de change estimées officiellement à 2 447,1 milliards de dollars en juin 2010, sa Banque centrale est de loin la première au monde, et ses émissions de dioxyde de carbone représentent plus de 20 % du total mondial. La Chine se singularise aussi par le volume de ses exportations – elle est le plus important exportateur du club –, son taux de croissance le plus élevé du groupe et, plus généralement, par son poids dans l'économie mondiale. Au regard des chiffres, la Chine n'est donc pas tout à fait un BRIC comme les autres.

Des relations ambiguës

Malgré leurs différences, la Chine et les autres pays membres du groupe des BRIC ont des intérêts communs à promouvoir à travers leur association. Durant les dernières heures des négociations du sommet de Copenhague sur le climat en décembre 2009, les États-Unis ont dû composer avec la Chine, mais également avec le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde. Ce qui était à l'origine prévu comme un échange bilatéral s'est transformé pour Washington en une négociation avec un bloc de pays émergents mené par la Chine. Celle-ci y a alors assurément gagné en pouvoir de persuasion et a pu tirer

le meilleur parti des divergences entre pays en développement et pays développés. Autant dans l'action que dans la communication, la défense des intérêts des pays en développement a été mise en avant par la Chine.

La presse chinoise a couvert le sommet de Copenhague – tout comme celui de Cancun qui s'est tenu en décembre 2010 – en soulignant très largement l'opposition entre les pays développés et les pays émergents : il n'était pas question que les mêmes contraintes s'appliquent aux deux groupes, que les pays en développement se laissent dominer par les pays développés, ni même de reproduire leurs erreurs¹. Plus généralement, gouvernement, presse et experts chinois tendent à présenter la coopération entre pays du groupe des BRIC comme un moyen de réduire les « injustices » infligées jusqu'alors par les pays développés au pays en développement.

Mais la logique est difficile à suivre si l'on considère la position de la Chine dans d'autres domaines. Le refus de Pékin de réévaluer le yuan va autant à l'encontre des intérêts du reste des BRIC que de ceux des États-Unis ou de l'Europe. Après les puissances occidentales, États-Unis en tête, des pays émergents ont à leur tour multiplié les déclarations pour tenter de convaincre la Chine d'assouplir sa politique de change afin de rééquilibrer les échanges commerciaux dans le monde. Bien qu'alliés à la Chine au sein du groupe des BRIC, le Brésil et l'Inde ont dès avril 2010 affirmé publiquement leur souhait de voir le yuan s'apprécier graduellement pour favoriser leurs propres exportations. Ces déclarations ont affaibli l'argumentation de Pékin qui accusait les pays développés de promouvoir leurs seuls intérêts sur ce dossier.

Un positionnement ambivalent

La relation qu'entretient la Chine avec les autres pays du groupe des BRIC illustre l'ambivalence de son positionnement actuel, entre pays émergent et grande puissance. Cette ambivalence résulte d'une situation de fait : la Chine est en pleine mutation économique et sociale et doit, au gré des événements, réévaluer sa place sur la scène internationale, en fonction de son poids croissant dans l'économie mondiale.

Dans certains cas, comme sur la question environnementale, la Chine rappelle qu'elle est un pays émergent et se positionne en ambassadrice des pays

¹ « Cancun : la Chine ne reproduira pas le modèle de croissance des pays développés », agence Xinhua, 8 décembre 2010.

en développement et du multilatéralisme². Dans d'autres, comme sur la question de la réévaluation du yuan, elle affirme sa puissance, notamment vis-à-vis des États-Unis. Faire équipe avec les autres pays membres du groupe des BRIC permet à la Chine de jouer sur cette double identité, tout en restant dans le cadre défini au début des années 1980 par Deng Xiaoping, lequel avait appelé à « faire profil bas et ne jamais se poser en leader » dans les affaires internationales. Elle peut défendre ses intérêts nationaux derrière une façade multilatérale, et un sommet des BRIC ressemble davantage à une réunion d'acteurs de même niveau, d'égal à égal, que la plupart des autres sommets auxquels la Chine prend part.

Jusqu'à présent, la Chine a pu défendre cette double identité internationale sans se décrédibiliser. Elle se présente tantôt comme un pays émergent et tantôt comme une grande puissance. Mais ce positionnement devient périlleux quand les identités entrent en

concurrence. L'affirmation croissante de la puissance chinoise – notable depuis 2008 – et son assez bonne résistance à la crise financière et économique mondiale ont un prix : elles risquent de décrédibiliser ses demandes habituellement faites au titre de pays émergent. Il arrivera peut-être un moment où la Chine devra accepter les avantages mais aussi les inconvénients inhérents au statut de grande puissance.

Alice Ekman *

* Consultante spécialiste de la Chine. Elle est également chargée de cours sur la Chine contemporaine à Sciences Po Lille et à Sup de Co Reims, et achève une recherche doctorale au CNRS/CERI, Sciences Po Paris.

² « Une coopération et des échanges renforcés entre les quatre nations contribuera à accroître l'influence des pays émergents et en développement, et à promouvoir le développement du multilatéralisme. » (Qin Gang, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, lors d'un point presse régulier le 1^{er} avril 2010.)



france culture

ALLER AU FOND DES SUJETS

Les enjeux internationaux
Thierry Garcin
6h51/6h58 - du lundi au vendredi
en partenariat avec Questions Internationales

franceculture.com

DREAM ON - Philippe Remette. Exploration rationnelle des fonds sous-marins : La pause, 2006. Photo : Marc Domage © Philippe Remette. Courtesy galerie Xippas